



ARRÊTÉ

Temporaire de police de la circulation Avenue des Landes CRD 33

Direction des Services Techniques
FP/NN
N° : AR-2026-0587

Exemplaire ORIGINAL
Lacanau le 05 MAI 2026

Le MAIRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Route ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée par la loi du 22 juillet 1982 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, ainsi que les textes qui l'ont modifié et complété ;

VU le tableau de classement de la voirie communale ;

VU l'arrêté municipal n°AR2026-0377 en date du 31 mars 2026, portant délégation à Monsieur Christophe LE GALL ;

VU la demande du CRD 33, 1 rue Audubert en date du 04/05/2026, ci-après dénommée le pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de curage de fossé avenue des Landes – 33680 LACANAU, il convient de réglementer la circulation des véhicules et des piétons sur cette voie.

ARRÊTE

Article 1er

Ces travaux avenue des Landes, seront réalisés à partir du 11/05/2026. La circulation sera limitée à 30 km/h et sera alternée par feux tricolores de chantier. Le stationnement sera interdit au droit du chantier. La zone de chantier et ses abords devront être rangés, nettoyés à chaque fin de journée et fin de semaine. Aucun déblai et agrégat ne devra être stocké ou entreposé sur le domaine public.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux prescriptions CERTU (signalisation temporaire – volume 3 voirie urbaine) sera mise en place par le pétitionnaire qui devra en assurer la maintenance de jour comme de nuit.

Article 3

Les dispositions du présent arrêté sont en vigueur pour une durée maximale de 15 jours, soit jusqu'au 03/06/2026.

Article 4

Monsieur le Maire, Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Lacanau, Monsieur le chef de la Police Municipale de Lacanau, le pétitionnaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera porté au registre des arrêtés et affiché aux extrémités du chantier.

Conseiller municipal délégué à la voirie

Christophe LE GALL



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Publication en ligne le : 05 MAI 2026